



## J'ai mal à mon métier

*C'est un sentiment diffus mais bien réel : les enseignants ont mal à leur métier. Pour ouvrir le dossier, nous avons organisé une table ronde, soumis le verbatim à Claude Lelièvre, trouvé des enquêtes surprenantes...*

Dossier réalisé par  
Lydie Buguet  
Michelle Frémont  
Jacques Mucchielli  
Sébastien Sihr

**I**l se passe quelque chose dans l'école sur l'exercice du métier. De petits faits, isolés, anodins, mais qui interrogent tout de même. Par exemple, cette enseignante chevronnée de CM2 qui réunit les parents d'élèves pour leur dire toutes les réserves qu'elle a sur les évaluations mais, en même temps, sur sa responsabilité de faire réussir à ses élèves cette évaluation contestée parce qu'elle restera dans leur dossier durant toute leur scolarité. Et elle organise deux semaines de véritables bachotages. Ou cet enseignant du centre de la France qui avoue que, face à la nouvelle organisation de la semaine scolaire, ses collègues et lui n'ont pas reconduit le travail en équipe qui prévalait les années d'avant. Rien ne s'est dit entre eux, comme s'ils en avaient un peu honte... Isolé? Anodin? La question vaut d'être posée. Est-ce que le métier a changé? La responsabilité enseignante? Les réformes Darcos? La liberté pédagogique?

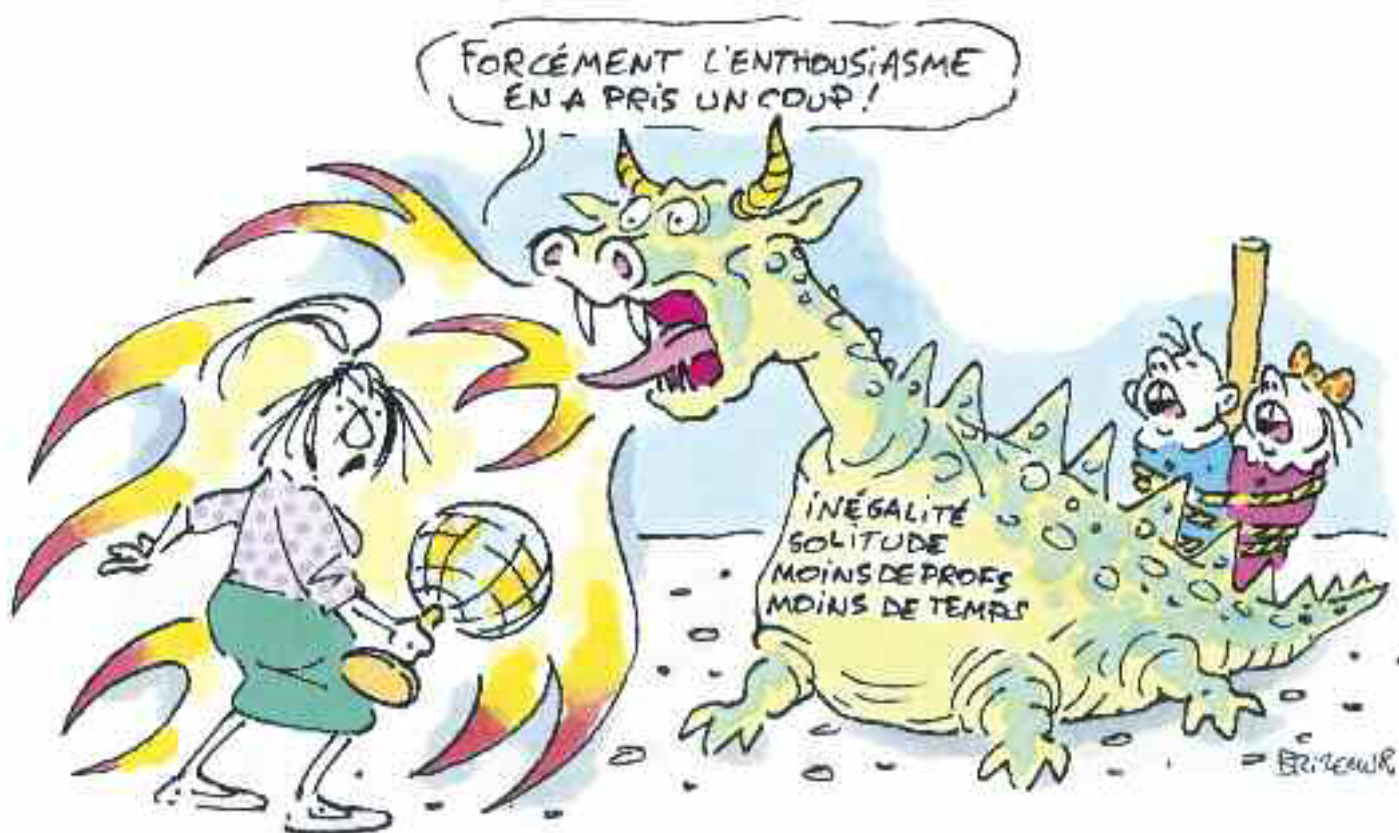
Pas facile de répondre à une question aussi vague que l'expression « *malaise enseignant* » traduit imparfaitement, et donc trahit. Pour en savoir plus, nous avons proposé à un groupe d'enseignants de dix écoles différentes du Val d'Oise une table ronde où ils s'exprimeraient : sous différentes formes les mêmes questions reviennent (page 16). Ainsi Raphaël commentant des évaluations ratées confirme les injonctions de l'inspection académique : « *Tout ça pour qu'on fasse du ba-*

*chotage jusqu'à la fin de l'année* » et d'en conclure « *du bachotage sans faire le reste du programme, là on transforme le métier* ». Vient logiquement la question de la marge de manœuvre de l'enseignant entre les injonctions ministérielles et la réalité de la classe. La fameuse « *liberté pédagogique* » est en cause : si Elisabeth n'est « *pas sûre qu'on en ait encore* », Florence est plus optimiste : « *J'entends les changements, j'en prends connaissance, mais je ne prends pas tout en compte. J'essaie de garder la direction que je me suis fixée parce que sinon j'ai l'impression que je vais m'y perdre* ». L'accord se fait pourtant sur le manque de temps avec cette remarque terrible d'Isabelle : « *On nous a obligés à compter le temps alors qu'avant on ne comptait pas. Comme il y a le tableau à remplir sur les 60 heures, on compte... C'est l'effet pervers* ».

Mathieu, avec ses quatre ans d'ancienneté, défend sa liberté pédagogique en continuant à « *faire de l'observation réfléchie de la langue (ORL)* ». Mais pour conserver cette liberté, Anne recourt à ces « *petits arrangements* » qui sont la variable d'ajustement : « *on peut prendre dans les textes des choses qui font que, dans la pratique personnelle, les choses ne changent pas trop* ».

Nous avons ensuite soumis le verbatim de cette rencontre à Claude Lelièvre (page 19)

*« Dans les nouveaux cadres imposés, les professionnels ne fixent pas la nature de leur travail, ils ne font plus le choix des choses à faire »*



pour qu'il essaie d'en débrouiller les fils. L'historien de l'éducation en déduit que « bien faire son métier » c'est « répondre à l'exigence de réussite de tous ». « Une responsabilité très forte, beaucoup plus forte qu'il y a quinze ans », mais « vécue dans l'inquiétude, voire la culpabilité ». Pour lui, la politique ministérielle a brouillé les repères et des moyens ont été supprimés. Résultat : « les enseignants ont le sentiment d'être perdus ». Pas étonnant alors que les enseignants « pointent la dégradation de leurs conditions de travail comme la première de leurs préoccupations ».

Chemin faisant, nous nous sommes rendus compte que ce questionnement diffus se posait dans des formes diverses dans des lieux divers. Chez les syndicalistes du SNUipp par exemple (page 18). Dans l'Orne, les syndicalistes ont lancé un questionnaire qui a recueilli, pour le moment, 208 réponses sur 1300 enseignants. Avec des questions sur la valorisation du métier, le stress au travail, les relations avec la hiérarchie, l'avenir professionnel. Et les premières conclusions des responsables : « la question des conditions de travail est devenue une question syndicale incontournable ». Dans l'Yonne, la démarche est différente. Partant du sentiment « partagé » selon lequel les enseignants « souffrent de ne pas pouvoir faire du bon boulot », une quarantaine de syndi-

calistes se sont mis à travailler sur la question « C'est quoi le métier maintenant ? ». Dans l'Indre-et-Loire, une enquête va également être lancée sur les conditions de travail.

Les réformes Darcos étant en cause dans ce changement vécu par les enseignants, on pourrait penser que le problème est propre à l'éducation nationale. Une équipe du CNRS de Versailles vient de publier « L'injonction au professionnalisme » un travail qui, au contraire, élargit la question aux secteurs publics et privés. Leurs conclusions sont éclairantes, comme nous le révèle (voir page 16) Philip Milburn « On observe de la part des tutelles ou des entre-

prises une demande d'un plus grand professionnalisme qu'on peut traduire par un surcroît de compétences, d'expertise, de qualité dans le travail, de productions... Or, dans le même temps, les modes de contrôles du travail se développent et ôtent aux professionnels une part de leur autonomie ». En conséquence, « dans les nouveaux cadres imposés, les professionnels ne fixent pas la nature de leur travail, ils ne font plus le choix des choses à faire ». Comment cela est-il vécu par les salariés ? « Ces nouvelles modalités apparaissent comme une aliénation de la liberté professionnelle et cela peut se traduire par de la souffrance et/ou de la résistance ». Ça vaut le coup d'ouvrir le dossier.

### Réformes : quelles conséquences pour les enseignants ?

Depuis plus de 5 ans, pas une année sans changements, sans réforme. La loi Fillon de 2005 a mis en œuvre le socle commun, créé les PPRE. Puis de Robien a cherché à imposer des modalités d'apprentissage de la lecture et enfoncé un coin dans les pratiques et la liberté pédagogique. Ce fut un prélude aux programmes de 2008, mis en œuvre après une campagne stigmatisante pour l'école primaire et ses 15% d'élèves en échec en fin de cycle 3\*. Ont suivi, sous Darcos, la réduction du temps de classe des élèves, les stages de remise à niveau pendant les vacances, l'aide personnalisée, la remise en cause des RASED. A l'école maternelle : quasi disparition des 2 ans et professionnalité des enseignants déniée. En cours avec Châtel, la réforme de la formation des enseignants.

Toutes ces questions ont été prises en charge au niveau syndical pour lutter contre ce qui compromet la démocratisation de l'école, conteste le travail des enseignants pour la réussite des élèves ou encore supprime les moyens de l'école.

\*Rapport du HCE 2007



## Philip Milburn

Ce sociologue a participé à un ouvrage collectif qui analyse les injonctions dans différentes professions.



## Professionnels en manque d'autonomie

**Dans votre ouvrage collectif\* sur les conséquences des restructurations du travail vous parlez d'injonctions au professionnalisme. Qu'entendez-vous par là ?**

Cette formule exprime un paradoxe. On observe de la part des tutelles ou des entreprises une demande d'un plus grand professionnalisme qu'on peut traduire par un surcroît de compétences, d'expertise, de qualité dans le travail, de productivité... Or dans le même temps, les modes de contrôles du travail se développent et ôtent aux professionnels une part de leur autonomie dans leurs activités. Dans la police par exemple, les injonctions sont très précises quant aux objectifs à atteindre et les évaluations de type tableau de bord encadrent très précisément les actions. Notre hypothèse était que les restructurations qui ont cours dans le privé, dans un objectif de performance, atteignent aujourd'hui les services publics.

**Beaucoup de réformes sont en cours dans la fonction publique. Le problème vient-il des formes des réformes, de leurs contenus ?**

Il ne faut pas se focaliser sur les réformes. Ces changements s'expliquent plutôt par une conjonction entre des cadres juridiques fixés par des réformes, des instructions données par les tutelles et la gestion des personnels. Par exemple, le fait de changer des personnels de poste ou d'agence comme à *France Télécom* est une façon de contrôler ce qu'ils font en les empêchant de gagner de l'autonomie. La réforme n'est que l'arrière-fond. Pour ce qui est de la magistrature au-delà de la réforme de la procédure pénale, la tension s'observe dans les instructions faites au procureur, les tableaux de bord à remplir, les nominations. Tous ces éléments induisent la perte d'autonomie.

**Quelles conséquences ces changements ont-ils sur les personnels ?**

En allemand il n'existe qu'un seul mot pour profession et vocation (beruf). Quand on entre en profession, on partage une vocation avec d'autres. Un idéal collectif se construit en même temps qu'une professionnalité. Dans les nouveaux cadres imposés, les professionnels ne fixent pas la nature de leur travail, ils ne font plus le choix des choses à faire. Ils deviennent les exécutants d'une machine sur laquelle ils n'ont plus de prise et perdent le sens de ce qu'ils font. Or, ceci est contraire au sens de l'histoire. Nous sommes dans une ère de créativité. Ces nouvelles modalités à l'œuvre apparaissent comme une aliénation de la liberté professionnelle et cela peut se traduire par de la souffrance mais aussi de la résistance.

**Avez-vous observé des réactions face à ces changements ?**

Les réactions dépendent des organisations, des cadres, des positions hiérarchiques, de la capacité à se regrouper. Plus les professionnels ont d'autonomie à la base, plus ils ont de capacité de résistance. De même quand il existe des collectifs, des corps constitués, le processus peut être freiné, amendé. Pour résister à l'individualisation des responsabilités, la différence entre les groupes professionnels se fait dans leur capacité à réfléchir collectivement et à opposer une réponse à la tutelle.

\* Valérie Boussard, Didier Demazière, Philip Milburn : *L'injonction au professionnalisme - Analyses d'une dynamique plurielle*, PU Rennes, février 2010

*C'est pour débattre de cette question qu'un mercredi après-midi dans le Val d'Oise, se sont rassemblés une dizaine d'enseignants et d'enseignantes exerçant de la maternelle au CM2 dans différentes écoles.*

« *Quatre ans d'ancienneté et j'ai connu les programmes de 2002, le socle commun, les programmes de 2008. Alors pour m'y retrouver...* ». Ce constat de Mathieu qui enseigne dans un CP/CE1 fait réagir Guillaume, jeune enseignant lui aussi : « *Soit on suit bêtement et on subit, soit on a la chance en tant qu'enseignant de pouvoir interpréter les textes* ». Il semble que chacun dans son coin interprète pour suivre la ligne de conduite qu'il s'est fixée comme le défendent Isabelle et Séverine, toutes deux en école maternelle, mais aussi Myriam (CE1) ou Lisia (CE2, CM1).

Ce repli sur la classe, son école son métier est-il suffisant pour se préserver ? Ce n'est pas l'avis d'Élisabeth, enseignante en CP/CE1 et directrice de l'école : « *contrairement à ce qu'on pense, la liberté pédagogique est atteinte. On est biaisé par les contraintes* ». Raphaël qui enseigne en CM1/CM2 réagit aussi : « *On croit quand même à une égalité de l'éducation pour tous les enfants. Moi ça me gêne d'avoir des arrangements, des résistances, chacun dans sa classe, ce n'est pas de l'enseignement* ». De fait, personne ne paraît convaincu du bien-fondé des réformes et essaie de préserver ce qu'il croit bon pour les élèves.

Mais le manque de règles communes est mal vécu. « *On s'aperçoit, avec l'aide professionnalisée, que les collègues ne prennent*

# ment vit-on son métier aujourd'hui ?



*pas les élèves en difficulté mais plutôt ceux qui ont besoin d'un coup de pouce, ce qu'on pouvait faire en classe en différenciation », témoigne Florence. Et les directives varient d'un IEN à l'autre : ici l'aide personnalisée c'est seulement le midi, là le soir, là les deux... D'où une impression d'arbitraire et de non prise en compte de la réalité de l'école. Ainsi Mathieu qui exerce dans un quartier difficile déplore que « ce temps scolaire ne respecte absolument pas les élèves et notre rythme à nous ».*

Au fil de la discussion, la liste des contraintes, plus marquées pour l'élémentaire, s'allonge : « Avec la semaine de quatre jours, moi je cours tout le temps, autant dire que les enfants, derrière, il faut qu'ils courent aussi ! » déclare Guillaume. Séverine s'inquiète du devenir de « tout l'aspect culturel pour les plus fragiles et dans les ZEP ». Et Mathieu « ne respecte plus l'horaire, s'il continue à faire du sport deux fois par semaine, faire des arts visuels ». Rencontrer les parents ? Difficile à faire sans le samedi, de même pour tra-

vailler avec les ATSEM et le soir les groupes attendent... Le travail en équipe, lui aussi, est compromis : « avec l'aide perso, le midi, le soir, se rassembler, c'est compliqué ».

Les évaluations sont ressenties comme un puissant levier de transformation des pratiques. « On est bien obligé de faire les trois opérations en CE1 et même la division, puisque c'est dans les évaluations » explique Élisabeth. Raphaël l'illustre par sa propre expérience dans son CM1/CM2 en ZEP : « L'an dernier, les résultats ont été catastrophiques avec des élèves désorientés, voire opposants. L'école a été pointée du doigt par l'IEN et, après des enseignants de la mission ZEP, ont pris des élèves pour faire du bachotage sur les items ratés. Cette année je m'y suis pris autrement et ce, dès le début de l'année. Et mes résultats sont très bons. L'an prochain ce sera plus difficile avec 12 élèves qui ont un PPRE... ». Ces évaluations-là ne sont pas bien faites de l'avis de Nathalie, CPC, et « après on va juger à partir de quelque chose qui est mal fait ». Pire pour Myriam,

en CE1, « c'est grave d'être obligée de se justifier sur des choses qu'on n'a pas choisies ».

Ceux qui ont un peu d'expérience affrontent ce problème, surtout quand des parents viennent demander des comptes : « ma fille n'a que 80 % de réussite... » Mais du côté des jeunes enseignants, les pressions, la culpabilité face aux parents sont fortes. Pour tous, il y a aussi le risque que les enfants en difficulté le soient encore plus car il faut avancer vite pour les évaluations.

« Jusqu'à quand vais-je avoir cette possibilité de ne pas changer pour garder mes valeurs ? » s'interroge Raphaël quand on demande comment est vécu aujourd'hui le métier. « J'ai vu mes parents être heureux de travailler en ZEP et moi je n'ai plus les mêmes opportunités pour aider ces élèves ». Même sentiment pour Florence qui avait choisi son poste « avec une certaine idée de l'aide aux élèves en difficultés ». Lisia ressent encore de la « passion » pour son métier, mais si « si elle avait su ! » Isabelle rassure : « il faut informer sans cesse et correctement les parents et à partir de là il n'y a pas de problème dans la perception que les gens peuvent avoir de nous. Les choses ont évolué, c'est normal, il faut expliquer, cela fait partie de nos fonctions, on est service public ».

Cependant elle conclut : « La différence, c'est une maîtresse qui sourit encore mais qui est très fatiguée le soir... » Un sentiment bien partagé comme avec Myriam : « je ne vais pas encore à l'école à reculons, mais je suis effrayée par l'intrusion de l'extérieur à l'école, avec tout ce que les gamins ramènent à l'école. La société change, il y a de la paupérisation, tout ça... on est submergé et on n'arrive pas à le gérer. On fait beaucoup de discipline et on a le sentiment de ne jamais faire assez. » Et pourtant il reste « l'enthousiasme », le fait de « donner le maximum pour tirer les choses par le haut ».



## L'Yonne cherche

« Des contraintes pèsent de plus en plus sur le métier ». Nadine Cobet, l'une des responsables du SNUipp de l'Yonne témoigne d'un changement notable qui interroge l'équipe de la section départementale. Et tout de suite, elle souligne un paradoxe. « Dans le même temps, on a de plus en plus de mal à réunir nos collègues pour discuter et débattre ». Signe d'un métier qui se désagrège ? En tout cas, le sentiment de vivre une histoire commune semble se déliter. Que peut faire le syndicat ? Depuis plusieurs mois, une quarantaine de membres de l'équipe départementale tente de mettre à jour ces nouvelles questions : « C'est quoi le métier, maintenant ? » : rapport aux élèves, aux collègues, aux parents, à la hiérarchie, tout est passé en revue. Avec l'aide d'un enseignant chercheur, « on essaye de comprendre les points d'achoppement de notre métier : l'aide aux élèves en difficultés, le travail en équipe, le temps, les demandes institutionnelles parfois démentielles ». Christian Caille du SNUipp 89 se veut modeste. « C'est une première étape. On s'interroge. On essaye de s'outiller collectivement pour soumettre nos réflexions à tous nos collègues. Les problèmes personnels vécus par nos collègues, ce sont en fait des tensions liées au métier. Comment, à partir de là, pouvons-nous recréer des propositions portées collectivement ? ». Le débat avance.

## L'Indre-et-Loire observe

« Il s'agit de regarder plus attentivement le réel et le concret du travail enseignant aujourd'hui ». Depuis la rentrée, le SNUipp 37 demande à l'IA la mise en place d'un observatoire des conditions de travail. Cette demande qui s'inscrit dans le cadre du nouveau protocole sur la santé au travail n'est pas le fait du hasard. « Les 250 collègues que nous avons rencontrés au cours des réunions d'information syndicale nous ont confirmé qu'il y avait parfois besoin d'espace de parole pour pouvoir poser ses valises » explique Paul Agard, secrétaire du SNUipp 37. Une parole qu'il souhaite analyser et relayer. Une enquête départementale auprès des enseignants vient d'être lancée.

## L'Orne mène l'enquête

À la rentrée de janvier, la section de l'Orne du SNUipp a proposé aux enseignants du 1er degré de répondre à une enquête intitulée « Malaise ? » sur la question du malaise professionnel. 14 questions ont été établies autour des relations à la hiérarchie, aux parents, les pesanteurs, les difficultés du métier, l'avenir... À l'origine de cette démarche, Olivier Hollebecque, Alexandra Bojanic et Emmanuelle Hallouard, co-se-

crétaires départementaux, citent les appels à la section liés à des problèmes de pressions de certains IEN mais aussi à des questions liées à la réorientation, aux départs anticipés et plus généralement à un sentiment diffus de malaise renvoyé aux délégués du personnel. « Nous avons souhaité comprendre plus finement ce qui était en jeu, explique-t-il. » Résultat, 208 enquêtes remplies pour un département qui compte 1 300 enseignants. Un résultat dont se félicite la section départementale qui va rendre compte des résultats dans un bulletin spécial mais qui inquiète aussi au vu des réponses qui disent parfois le ras-le-bol d'une profession. Alors, y a-t-il un malaise enseignant ? Oui et de taille, si on en croit les premiers résultats de l'enquête (lire ci-dessous). « Nous sommes en train de regarder précisément les résultats, mais il semble d'ores et déjà clair que la question des conditions de travail est devenue une question syndicale incontournable », commente la section. Une question qui sera travaillée en réunion d'information syndicale au mois de mai pour donner une consistance revendicative à cette photographie de la profession.

*Diriez-vous que ces dernières années les conditions de travail des enseignants du primaire... ?*



*Dans votre vie quotidienne d'enseignant, quelles sont les choses qui vous pèsent le plus ?*

|                                         | rang 1  |
|-----------------------------------------|---------|
| la pression des évaluations             | 7,92 %  |
| la multiplication des papiers à remplir | 20,79 % |
| les modalités d'inspection              | 6,44 %  |
| la solitude du métier                   | 2,48 %  |
| le manque de temps                      | 38,61 % |
| le nombre d'élèves par classe           | 15,84 % |
| Autre chose                             | 7,92 %  |
| Je ne me prononce pas                   | 0,99 %  |

*Dans votre vie quotidienne d'enseignant, quelles sont les choses qui vous semblent les plus difficiles ?*

|                                                   | rang 1  |
|---------------------------------------------------|---------|
| la relation avec les parents                      | 3,96 %  |
| traiter l'hétérogénéité et la difficulté scolaire | 64,85 % |
| les comportements des élèves                      | 13,37 % |
| la pression de la hiérarchie                      | 14,36 % |
| la relation avec vos collègues                    | 0,50 %  |
| autre                                             | 2,97 %  |
| Je ne me prononce pas                             | 0,50 %  |

# « Une responsabilité vécue dans la culpabilité »

*Claude Lelièvre est historien de l'éducation. Nous lui avons confié l'enquête et les témoignages d'enseignants recueillis pour ce dossier. Il nous livre son analyse.*

*Quelle est la principale évolution que vous notez à propos des enseignants et de leur métier à l'heure actuelle ?*

Ce qui me frappe, c'est qu'ils pointent la dégradation de leurs conditions de travail comme la première de leurs préoccupations. À mon sens, il faut y voir la difficulté que ressentent aujourd'hui les enseignants de bien faire leur métier alors que celui-ci est perçu comme de plus en plus complexe. Le lien avec les parents, les prescriptions institutionnelles de plus en plus nombreuses et parfois floues créent des tensions alors que, dans le même temps, les cadres d'exercice du métier comme le travail en équipe ou une autre organisation de l'école sont rendus plus difficiles voire même impossibles.

*Pour un enseignant, « bien faire son métier », qu'est-ce que c'est ?*

D'après leurs témoignages, c'est répondre à l'exigence de réussite de tous. C'est ressenti comme une responsabilité très forte, beaucoup plus forte qu'il y a 15 ans. C'est devenu un aspect fort de la mentalité collective des enseignants. Ils semblent avoir intériorisé que leur principale mission était de répondre individuellement et collectivement aux difficultés des élèves. Mais, cette responsabilité est vécue dans l'inquiétude voire la culpabilité. La politique ministérielle a brouillé les repères avec la réorganisation de la semaine scolaire et l'aide personnalisée. En même temps, des moyens ont été supprimés. Du coup, les enseignants ont le sentiment d'être perdus. Ils sont face à beaucoup de flous, beaucoup d'injonctions mais aussi des marges d'interprétation. Ils pointent cela comme une tension et ils se demandent comment ils pourraient bien et mieux faire.

*Les enseignants évoquent aussi des pressions hiérarchiques de plus en plus fortes. Qu'en pensez-vous ?*

Cela semble un phénomène assez fort et nouveau. Mais attention, il ne semble pas renvoyé à des acteurs en particulier, mais plutôt aux contraintes bureaucratiques multiples et aux séries d'injonctions nouvelles avec lesquelles les enseignants doivent se débrouiller seuls. Je ne vois pas de risque de rupture avec les corps d'inspection. D'ailleurs les enseignants dans leur ensemble n'estiment pas que les conditions d'inspection se soient dégradées. Ce qu'ils pointent s'apparente plutôt à l'accumulation de tâches ou de freins liés aux fonctions ordinaires de l'institution. Les enseignants évoquent l'inflation de papiers à remplir ou le manque de temps : temps personnel pour préparer leur travail, mais aussi temps dans la classe pour enseigner et encore temps collectif pour se concerter.

*La relation aux parents est aussi un des aspects de la complexité du métier. Comment évolue-t-elle selon vous ?*

Cela a toujours été une question complexe. Pour des raisons historiques, l'école républicaine s'étant fondée sans - voire contre - les parents, elle a toujours eu beaucoup de mal à admettre une pression active des parents sur l'institution et sur le travail enseignant. On ne retrouve pas ce phénomène dans d'autres pays.

Aujourd'hui, du fait des nouvelles évaluations, je vois, là, un risque très fort de détérioration des relations avec les parents. En effet, si l'objectif de comparer entre eux les établissements a été mis en échec, il reste que les parents d'élèves ayant accès aux résultats de leurs enfants sont en position de demander des comptes. Les témoignages d'enseignants à ce sujet montrent comment cette logique du pilotage par l'évaluation tend à la fois à accentuer le sentiment de pression des parents et à réduire l'espace de liberté professionnelle. Or, depuis Jules Ferry, l'enseignant du primaire a toujours joui d'une marge de liberté dans le quoti-



Entretien avec

## Claude Lelièvre

*Historien de l'éducation.*

dien de sa classe.

*C'est un métier qui semble encore perdre de sa valeur ?*

Ce n'est pas nouveau. Depuis les années 70, des enquêtes font régulièrement état de ce même constat. La rupture se situe plutôt dans les causes de cette dévalorisation.

Les enseignants du primaire sous la III<sup>ème</sup> République, avec des diplômes supérieurs à la quasi-totalité de la population, faisaient autorité par leurs savoirs. Aujourd'hui, avec une licence, un master, ils sont comme bien des parents d'élèves. En cela, ils ne sont plus considérés comme des savants. Ils ne peuvent être reconnus qu'en tant que pédagogues. Si bien que lorsqu'on leur conteste cette identité professionnelle, comme ces dernières années cela a été le cas avec la lecture, l'affaire des couches-culottes, ou les Rased, ils le ressentent comme un déni de ce qu'ils sont.